



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2922
2 août 2024
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Licenciements, chômage, guerres...

Les Jeux, feuille de vigne d'un système en crise



FRANCOIS-XAVIER MARTIN AP SIPA

Automobile

**Guerre patronale
pour les profits**

Page 9

Au travail

**JO, l'envers
du décor**

Page 8

Moyen-Orient

**Netanyahou se
sent tout permis**

Page 6

Leur société

- L'ouverture des Jeux : l'olympisme, feuille de vigne d'un système en crise 3
- La délégation algérienne rappelle un massacre 3
- La trêve, pas pour tout le monde 3
- Jeux Olympiques 3
- Extinction Rebellion : des cibles pour Darmanin 3
- Recherche d'un Premier ministre : une candidate de gauche bien respectable 4
- Gouvernement : démission et continuité 4
- Loi antisquats : loi antipauvres 4
- Mayotte : « Place Nette XXL », des conséquences révoltantes 5
- Guyane : des papiers pour tous, vite ! 5
- Violences dans les quartiers : drôle de sécurité 5
- Dette de l'État : qui la paye et qui en profite 12
- L'UE rappelle à l'ordre 12

Dans le monde

- Israël-Palestine : Netanyahu se sent tout permis 6
- Des soldats israéliens dénoncent les massacres 6
- États-Unis : bavure mortelle 6
- Venezuela : le régime chaviste dans l'impasse 7
- Taxe sur les ultrariches : paroles, paroles... 7

Dans les entreprises

- RATP : ce n'est pas la fête pour tout le monde 8
- JO du luxe : débrayage 8
- Hôpital Pitié-Salpêtrière - Paris : l'envers du décor des JO 8
- Budget : le retour du trou de la Sécu 8
- Automobile : guerre aux travailleurs pour les profits 9
- Stellantis - Douvrin : les intérimaires se font entendre 9
- Valeo - Saint-Quentin-Fallavier : Nathalie Arthaud en soutien 9
- Capécure - Boulogne-sur-Mer : tout est bon dans le poisson... pour faire du profit 10
- Verrerie Arc : la crise est pour les travailleurs 10
- Centres d'appel Armatix : l'exploitation au quotidien 10
- Anticor : prise illégale d'intérêt 10
- L'Enfance Catalane - Perpignan : économies sur les salaires, assez ! 11
- Auchan : attaque en règle contre les travailleurs 11

Caravanes

- Lutte ouvrière à votre rencontre 12

Les nôtres

- Notre camarade Dominique Petitjean 5

Ceux qui sabotent l'économie, ce sont les capitalistes !

Il n'y a pas que la pluie qui a perturbé le début des Jeux Olympiques en arrosant la coûteuse cérémonie d'ouverture. Sur le réseau ferroviaire, une partie de la circulation des trains et donc des voyageurs a été arrêtée, suite à une « opération de sabotage », selon les termes du ministère des Transports.

Dans la nuit du jeudi 25 au vendredi 26 juillet, des cabines d'aiguillage de trois sites de la SNCF ont été incendiées et des câbles de signalisation coupés. Un quatrième site a été visé, mais l'arrivée de cheminots menant des opérations d'entretien pendant la nuit a fait fuir les saboteurs. La localisation des sites visés témoigne d'une connaissance précise des points névralgiques du réseau ferroviaire. Ces opérations ont été menées de façon préparée et coordonnée, et donc certainement mises en œuvre par une même organisation.

S'agit-il de « l'ultra-gauche », pour reprendre le terme utilisé par les journalistes et la police pour désigner la mouvance anarchiste et les Black Blocs ? Un mail, envoyé à plusieurs médias et dénonçant les JO comme une mise en condition des populations par les États, a revendiqué ces actions. Mais rien ne prouve, selon la police elle-même, que l'origine des sabotages soit à chercher de ce côté-là.

Ceux-ci pourraient-ils avoir été commis par des membres de l'extrême droite ? Beaucoup pourraient avoir les connaissances techniques utiles pour ce genre d'opérations. Leurs liens étroits avec la police et l'armée pourraient leur avoir fourni l'organisation et les réseaux nécessaires. Et on est dans un contexte où, ayant eu le sentiment de s'être fait « voler la victoire » aux élections législatives, certains à l'extrême droite pourraient vouloir peser d'une autre manière.

En tout cas, et quels que soient leurs auteurs, ces sabotages créent une gêne pour les usagers, y compris pour des travailleurs partant en vacances, et une charge de travail supplémentaire pour les cheminots, mobilisés pour réparer. Et qui cela peut-il bien servir alors que le problème d'aujourd'hui est le sabotage à grande échelle de l'économie dû à la domination de la classe des capitalistes ?

Les patrons de Valeo viennent d'annoncer la fermeture de trois de leurs sites et se préparent à priver de leur emploi plusieurs centaines de travailleurs pour augmenter les dividendes versés aux actionnaires. L'État sacrifie les hôpitaux, les Ehpad, l'éducation, le transport et le logement pour pouvoir consacrer une part toujours plus grande de l'argent public à favoriser l'enrichissement d'une minorité de dynasties bourgeoises, comme les Arnault, Mulliez, Dassault, Bouygues. Ce véritable sabotage ruine toute la société et la plonge dans le chaos avec de tout autres conséquences que des pannes dans le réseau ferroviaire !

Le simple fait qu'on ne puisse pas dire pourquoi et par qui ont été commises ces dégradations

montre qu'il ne peut rien en sortir de bon pour les travailleurs. Qui la police et la direction de la SNCF vont-elles accuser maintenant ? S'en prendront-elles à des cheminots, à des militants contestant leur politique, sous prétexte que les sabotages nécessitent une bonne connaissance du réseau de chemins de fer ? De telles actions ont toujours été utilisées dans le passé par les gouvernements pour justifier des mesures arbitraires et le renforcement des lois répressives.

En novembre 2008, des destructions commises là encore contre des infrastructures ferroviaires avaient débouché sur ce qu'on a appelé l'affaire de Tarnac. Le gouvernement de droite de l'époque, dirigé par Sarkozy, avait monté de toutes pièces un prétendu complot de l'ultra-gauche, entraînant l'arrestation de plusieurs personnes, qui n'ont finalement été mises hors de cause qu'au bout de dix ans de procédure.

Les travailleurs sont les seuls à pouvoir offrir un autre avenir à l'humanité que cette société de crise et de guerres. Ils sont les seuls à pouvoir exproprier les capitalistes, mettre fin à leur domination sur la société, et bâtir une organisation économique rationnelle permettant au plus grand nombre de vivre de leur travail.

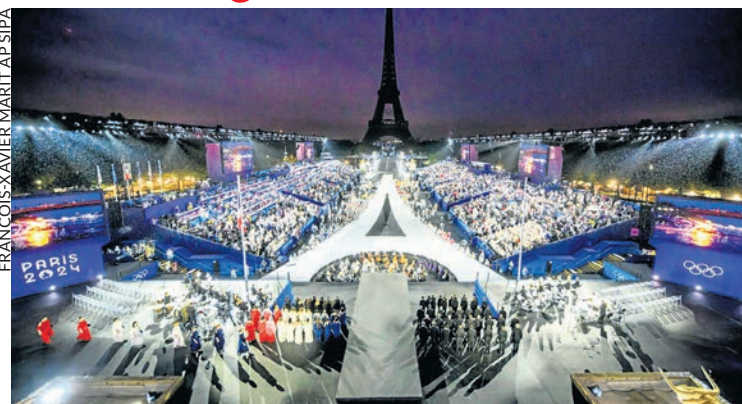
« Du pain et des Jeux – voilà ce qu'il faut au peuple pour qu'il soit content », disaient les dignitaires de l'Empire romain, qui avaient le même mépris cynique que les dirigeants du monde d'aujourd'hui rassemblés en bord de Seine à l'occasion de la cérémonie d'ouverture des JO. Mais dans le passé, cela n'a jamais protégé les classes dominantes des révoltes et des révolutions. Il en sera de même dans l'avenir !

Nathalie Arthaud



Des cheminots réparent les câbles endommagés.

L'ouverture des Jeux : L'olympisme, feuille de vigne d'un système en crise



La cérémonie d'ouverture des JO vendredi 26 juillet a été l'occasion d'un grand spectacle de quatre heures, avec stars internationales, danseurs et effets spéciaux.

Les organisateurs de ce show à 122 millions d'euros avaient voulu mettre l'accent sur l'inclusion, la diversité de la France, les valeurs universelles de la paix, de la solidarité, sous les yeux ravis de Macron, de Tony Estanguet, et d'un gratin de personnalités du sport, de la politique et de l'économie. Mais, s'il était touchant de voir les délégations venues des quatre coins du monde défilé sur la Seine, avec des athlètes qui préparent cette échéance depuis des années, toute cette opération pouvait difficilement faire oublier qu'elle sert avant tout à couvrir la politique criminelle des dirigeants des États, à commencer par un Macron en France, et au-delà, à

tenter de faire oublier la crise de tout leur système.

Les responsables politiques français peuvent avoir le culot d'émettre des messages d'universalisme, mais comment oublier qu'ils ont voté il y a à peine quelques mois la loi Asile et Immigration, une loi scélérate contre les immigrés, qui alimente les préjugés racistes et qui leur rend la vie encore plus difficile ? Comment oublier que la France est le second exportateur d'armements dans le monde, et qu'à ce titre, elle alimente les conflits et les tensions ?

Et Macron répète sur tous les tons que le sport n'a rien de politique, et qu'il faut une « trêve olympique ». Le mythe de l'olympisme

voudrait donner l'image d'une humanité unie dans la célébration du sport et le concours pacifique des athlètes. Mais sa fonction est bien, pour les dirigeants du monde, de tenter de jeter un voile sur toutes leurs violences et leurs crimes, au moment même où des massacres se poursuivent dans une grande partie de la planète et où des peuples entiers s'enfoncent dans la crise, voire les famines. Les dirigeants du CIO ne font même pas semblant de s'émanciper des péripéties politiques du moment puisque les athlètes russes et biélorusses ont été acceptés uniquement à titre d'« athlètes individuels neutres ». Il a fallu qu'un athlète palestinien évoque sur sa chemise le massacre toujours en cours à Gaza pour qu'il y ait dans cette cérémonie un écho des guerres et des conflits en cours dans le monde.

Pour bien des habitants de la planète, qui peuvent voir le spectacle olympique grâce aux retransmissions télévisées, les paillettes, fumées et costumes de haute couture, ou même les messages d'amour et de paix ont quelque chose d'indécent quand ils servent de façade à un système qui sème la misère et la guerre.

Camille Paglieri



La délégation algérienne rappelle un massacre

Vendredi 29 juillet, alors que la Seine servait de vitrine à l'État français, la délégation algérienne n'a pas manqué de rappeler qu'elle a également été le lieu d'un massacre, profitant de son passage sur la Seine pour jeter des roses en commémoration des morts du 17 octobre 1961.

En pleine guerre d'Algérie, le FLN avait voulu démontrer l'adhésion de la population algérienne de la métropole à l'indépendance. Elle avait bravé le couvre-feu imposé par les autorités et organisé une manifestation pacifique. Le 17 octobre, lorsque la manifestation commença, la police se déchaîna sur les Algériens.

Maurice Papon, alors préfet de police de Paris, également responsable de la déportation de Juifs durant la Deuxième Guerre mondiale, organisa une répression qui fit près de 200 morts, dont beaucoup furent noyés dans la Seine.

Si Emmanuel Macron en 2021, puis l'Assemblée nationale en 2024, ont fini par « condamner la répression sanglante et meurtrière des Algériens commise sous l'autorité de Maurice Papon », ils ont pris bien soin de ne pas dénoncer la responsabilité de l'État français dans son ensemble ni celle de la police. Le peuple algérien, lui, n'a pas oublié.

S. B.

La trêve, pas pour tout le monde

Durant la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques, le boxeur palestinien Wassim Abou Sal portait une chemise sur laquelle étaient brodées des images d'enfants bombardés, afin de rappeler l'actuelle situation à Gaza.

Le passage de la délégation palestinienne a suscité des cris de soutien dans le public à proximité des quais de Seine. D'après le Comité olympique palestinien, près de 300 sportifs et membres du staff



des équipes sportives sont morts depuis le début des bombardements à Gaza.

Quant à la prétendue trêve olympique, elle n'a pas arrêté un seul instant les bombardements sur Gaza.

S. B.

Jeux Olympiques

Le groupe de luxe LVMH s'est offert un bon coup de publicité avec les JO. Lors de la cérémonie d'ouverture, les robes et les costumes d'une grande partie des artistes ont été réalisés par des marques lui appartenant. La parade est passée devant des magasins du groupe, et on a

vu une malle Louis Vuitton défilé. Même les médailles des JO sont dessinées par un joaillier du groupe.

Dans cet étalage de milliards que sont les JO, LVMH vise évidemment la médaille d'or... du retour sur investissement.

E. G.

Extinction Rebellion : des cibles pour Darmanin

Les militants d'Extinction Rebellion sont décidément dans le collimateur de Darmanin, qui veut son quota d'arrestations de supposés terroristes. Samedi 27 juillet, 45 d'entre eux ont été placés en garde à vue, les policiers ayant trouvé dans leur camion des objets jugés dangereux tels que une toile de tente, des seaux d'eau, un antivol de vélo, etc. Devant la futilité des accusations, 44 d'entre eux ont dû être libérés le lendemain.

Le 23 juillet, huit militants avaient été arrêtés pour avoir collé dans

le métro des stickers disant : « Les JO c'est pas jojo ». Pour ce sacrilège, ils ont subi une garde à vue de onze heures et ils passeront en justice le 10 octobre sous l'inculpation de « dégradations et rassemblement en vue de commettre un délit. » Le lendemain, la police arrêtait six autres militants accusés d'avoir, le 1er mai, lancé de la peinture à l'eau contre le siège de la Direction générale de l'aviation civile pour protester contre l'utilisation de taxis volants pendant les JO. La peinture à l'eau ayant

été jugée dangereuse, ils ont eu droit à 48 heures de garde à vue et à une fouille minutieuse de leur appartement ! Et ce ne sont que des exemples de la hargne du ministre de l'Intérieur.

Darmanin affiche à son palmarès ces arrestations dites « préventives », pour ne pas dire illégales, pour montrer quel grand policier il est, capable de déceler des délits derrière des mots ou des faits sans conséquences. Il se montre juste ridicule.

M. L.

Recherche d'un Premier ministre : une candidate de gauche bien présentable

Mardi 23 juillet, après seize jours de tractations, les dirigeants des partis du Nouveau Front populaire sont tombés d'accord pour proposer Lucie Castets comme Première ministre.

La candidate a surtout l'avantage d'être une haut fonctionnaire formée dans les grandes écoles de la bourgeoisie.

Lucie Castets a fait, comme il se doit, Sciences Po et l'ENA, pour devenir ensuite un rouage de l'appareil d'État français. Que ce soit dans le corps diplomatique, à la Banque mondiale ou encore à la direction générale du Trésor, elle s'y est taillé une réputation de « bonne

technicienne ». C'est évidemment pour cette raison qu'elle a facilement été choisie par les partis du NFP. Il s'agit de se montrer capables de proposer une Première ministre compétente, au sens que ce mot peut avoir quand il s'agit de diriger l'État de la bourgeoisie.

Proche du Parti socialiste, Lucie Castets prétend, bien sûr, défendre une vision légèrement différente de la façon dont l'État doit

fonctionner, sans remettre en cause le cadre capitaliste dans lequel il fonctionne. Elle se dit pour plus de progressivité de l'impôt sur le revenu, pour le rétablissement de l'impôt sur la fortune et des taxes sur le patrimoine, sans évoquer cependant les impôts sur les entreprises. Elle promet un décret pour reporter la réforme des retraites de Macron et propose de s'en remettre aux « partenaires sociaux » pour trouver comment les financer. Elle se présente comme une grande défenseuse des services publics, puisqu'elle a participé



Lucie Castets, le 27 juillet.

à la création d'un collectif en ce sens. Sur les salaires, elle parle bien d'augmenter le smic et le point d'indice des fonctionnaires, mais pas d'imposer aux patrons des augmentations concernant tous les travailleurs.

En tout cela, les propositions de Lucie Castets sont évidemment à l'image de la politique des partis du NFP, en y ajoutant une touche personnelle de responsabilité et de compétence, censées rendre plus difficile à Macron de refuser sa candidature. Sa carrière de haut fonctionnaire la rend acceptable auprès des pontes socialistes, et sa touche de gauche satisfait visiblement la communication de LFI. Les uns comme les autres vont ainsi pouvoir continuer leur campagne affirmant avoir gagné les élections

législatives, et donc qu'un gouvernement issu du NFP doit être choisi. Mais tous savent que, même dans ce cas bien hypothétique, il leur faudra trouver des accords avec d'autres groupes politiques, ce qui justifiera alors l'abandon de tout ou partie de leur programme.

Il est vrai que, pour le moment, Macron continue à repousser la formation d'un nouveau gouvernement, profitant de sa position pour gagner du temps et espérant que se forme une alliance plus à son goût, appuyée sur Renaissance et une partie de la droite, voire du PS qui se serait détachée de LFI.

Face à ces calculs, la devise des travailleurs doit être « ni attendre, ni espérer » mais « se préparer à se défendre ».

Marion Ajar

Loi antisquats : loi antipauvres



Manifestation contre la loi antisquat, à Grenoble, en janvier 2023.

Il y a un an, le 27 juillet 2023, le gouvernement faisait adopter la loi Kasbarian-Bergé, une loi censée défendre les petits propriétaires contre les impayés de loyer et contre les occupations de logements, une façon en réalité de protéger les intérêts des plus gros bailleurs.

L'entrée en vigueur de la loi a pour l'essentiel entraîné la multiplication des procédures pour de petites dettes et la diminution du nombre d'arrangements à l'amiable. Ainsi les juges prennent des décisions d'expulsion pour des retards de loyer anecdotiques, comme cette locataire de Seine-Saint-Denis à qui il manquait 60 euros alors qu'elle avait repris le paiement du loyer. La loi a aussi plus de conséquences pour les personnes étrangères. Celles qui se maintiennent dans les lieux alors que le délai d'expulsion du logement a été épuisé sont punies d'une amende de 7 500 euros et d'une inscription au casier judiciaire, ce qui pèse lourdement, surtout

pour les locataires qui en cas de condamnation ont plus de difficulté à renouveler leur titre de séjour. Les décrets d'application des quelques mesures censées améliorer la prévention des expulsions et faciliter l'apurement des dettes n'ont toujours pas été pris. Preuve que ces mesures étaient surtout destinées à rendre le texte plus présentable.

Quant aux « squats », la presse met souvent en avant les cas de résidents retrouvant leur appartement ou leur maison occupés à un retour de voyage et désirant bien sûr s'y retrouver au plus vite. Le nombre des procédures accélérées prévues dans ce cas, prises par un préfet sans intervention d'un

juge, est de 600 par an. Mais la procédure a été élargie aux locaux inoccupés depuis longtemps, voire inhabitables. Devenu passible de deux ans de prison et de 30 000 euros d'amende, ce nouveau délit concerne bien plus de monde : entre le 1^{er} mai 2023 et le 30 avril 2024, 1 239 expulsions de ce type ont eu lieu, concernant 147 785 personnes, dont 6 756 enfants, des personnes qui sont ainsi pourchassées de squat en squat faute de solution de relogement.

Cette loi, censée défendre les petits propriétaires, est un sommet d'hypocrisie. La moitié du parc locatif est détenue par des propriétaires d'au moins cinq logements qui peuvent spéculer sur la pénurie de logements sociaux organisée par l'État. L'an dernier, 2,7 millions de personnes étaient en attente d'un logement social, une liste qui s'allonge du fait de l'envolée des prix de l'immobilier et des loyers privés, et du fait du très faible nombre de mises en chantier organisées par l'État et les collectivités locales. Il est plus facile de faire la chasse aux pauvres que de construire en nombre des logements abordables.

Serge Benham

Gouvernement : démission et continuité

Deux semaines après sa démission, Gabriel Attal est toujours en place et expédie, selon la formule d'usage, les affaires courantes de ce comité d'administration de la bourgeoisie française qu'est le gouvernement.

Macron, qui semblait très pressé en juin au point de provoquer une campagne électorale éclair, prend tout son temps. D'autant plus que si, comme il l'a dit, aucune coterie politique n'a gagné les législatives, la sienne a plus perdu que les autres. La trêve politique à l'occasion des Jeux Olympiques tombe à pic, bien que dans les coulisses chacune s'agite pour faire avancer ses pions.

Pendant ce temps, l'État fonctionne sans accroc. La police contrôle les identités, et même plus que d'habitude avec les JO ; les manifestants écologistes sont réprimés et

interpellés, dans les Deux-Sèvres et à Paris, comme d'habitude ; les fonds publics continuent de se déverser dans les trésoreries des grandes entreprises.

Le gouvernement est sur le départ et la majorité parlementaire est introuvable : peu importe, l'appareil d'État assure la continuité. Il est composé de hauts fonctionnaires qui commandent et d'exécutants habitués à obéir. La bourgeoisie n'a pas à se plaindre de cet intermède qui peut encore durer.

Après tout, l'Assemblée n'est là que pour le décorum démocratique. Le pouvoir ne réside pas là, il est dans les mains de la grande bourgeoisie qui domine l'économie et qui, pour le moment, se sent assurée de pouvoir continuer à le faire.

Lucien Détroit



Intervention des militaires pour faire «Place Nette XXL».

Mayotte: «Place Nette XXL», des conséquences révoltantes

L'opération «Place Nette XXL» s'est officiellement terminée mi-juillet à Mayotte, après douze semaines de traque des plus pauvres, et notamment des travailleurs immigrés.

Comme pour les autres opérations du même nom dans les grandes villes françaises, celle-ci n'a rien réglé des problèmes de sécurité qui pourrissent la vie quotidienne des habitants. Mais elle a rendu la vie impossible à des milliers de sans-papiers.

En à peine trois mois, 3 500 personnes ont été expulsées, dont certaines vers le Congo RDC, pays en proie à une guerre civile. Et la chasse à l'homme qui terrorise bien des travailleurs continue, le préfet se vantant de faire du «Wuambushu tous les jours», selon le nom de l'opération similaire menée en 2023. Cette année, plus de 650 cases de bidonvilles ont été détruites et un nouveau quartier,

Mavadzani, va être visé dès le mois de septembre.

Cette politique anti-immigrés participe aussi à la propagation d'épidémies. Outre le choléra, qui a touché plus de 220 personnes et fait trois morts, les soignants alertent sur la flambée de l'épidémie de VIH. Le nombre de cas connus a plus que doublé en quatre ans. Pour les deux épidémies, il s'agit «de la partie apparente de l'iceberg», selon les mots d'un infectiologue, car bien des patients n'osent pas venir se faire dépister de crainte d'être contrôlés par la police sur la route. Beaucoup de malades renoncent aussi à se faire soigner, en raison du coût. À Mayotte, il n'y a pas d'aide médicale d'État (AME) pour

couvrir les frais médicaux des personnes sans-papiers, qui doivent donc payer pour la moindre consultation. Pour le VIH, les traitements sont interrompus, car les patients n'ont pas les moyens de se rendre à l'hôpital de Mamoudzou, seul lieu où ils peuvent retirer les médicaments. Sans compter ceux qui sont expulsés vers Madagascar, le Congo ou le Rwanda, avec comme quasi-certitude de ne pouvoir avoir accès au traitement là-bas. Les expulser, c'est donc les renvoyer vers la mort.

En s'en prenant à une partie d'entre elle, l'État met toute la population en danger. Les épidémies frappent tout le monde sans demander les papiers, et on meurt de ces politiques xénophobes, sous-produits d'un système capitaliste malade.

Tania Lemel

Guyane: des papiers pour tous, vite!

Depuis deux mois, la rocade Zéphir de Cayenne voit affluer nuit et jour des centaines de demandeurs d'asile dans les locaux de la Croix Rouge qui abritent le service de premier accueil, la Spada.

Majoritairement haïtiens, ces hommes et femmes viennent dans l'espoir d'obtenir un titre de séjour. Alors que l'Ofpra recensait 2 500 demandes en 2023, on a atteint les 3 700 au premier semestre 2024.

Pour beaucoup de travailleurs étrangers, ce titre de séjour signifie pouvoir améliorer et stabiliser sa situation, avoir des aides, des bourses pour les étudiants... Mais les pouvoirs publics ne font rien pour faciliter le travail de leurs agents et celui des demandeurs d'asile, bien au contraire. La Spada a déménagé du centre-ville de Cayenne le 20 mai, sous la pression d'une partie des

riverains, pour des locaux à Zéphir, entraînant, là aussi, la colère d'une partie des habitants du quartier. L'État déplace le problème mais ne fait rien pour réduire les files d'attente afin qu'elles se fassent dans des conditions dignes: accès aux sanitaires, protection contre les conditions climatiques (chaleur et pluie), restauration, etc.

En réalité, une solution simple serait la régularisation de tous les sans-papiers, en Guyane, dans les DOM comme dans le reste de la France, dans l'intérêt de tous les travailleurs.

Correspondant LO

Violences dans les quartiers: drôle de sécurité

Dans la nuit du 25 au 26 juillet, dans une cité de Villiers-sur-Marne, en région parisienne, quatre agents de sécurité ont tabassé un jeune homme, le plongeant dans le coma.

Ils ont justifié cette violence, disant avoir réagi à des outrages qu'ils auraient subis de la part d'habitants de cette cité. Mais ce qui est certain, c'est que ce tabassage a provoqué des incidents plus tard dans la nuit et les nuits suivantes.

Supposés maintenir le

calme dans des quartiers qui ne le sont pas toujours, ces gros bras ont fini par se comporter comme les bandes qu'ils sont censés réduire au silence. En l'occurrence, ils sont membres du Groupement parisien inter-bailleur de surveillance, une émanation de Paris-Habitat, organisme HLM géré par les élus de gauche de Paris et de banlieue qui aiment discourir sur la prévention de la violence; pour la galerie du moins...

L. D.

Notre camarade Dominique Petitjean

Notre camarade Dominique Petitjean, que nous appelions Belin, est décédé le 23 juillet à la veille de son 81^e anniversaire, emporté en moins d'un mois par un cancer. En juin encore, il nous représentait aux Lilas où il habitait, il participait à l'organisation de notre travail, à la gestion de nos candidatures aux élections, nous faisait partager sa vaste culture comme il le faisait depuis des années.

Issu d'une famille nombreuse de petits

agriculteurs du Jura, Dominique avait été poussé vers des études par ses professeurs et avait intégré l'École normale supérieure. Devenu agrégé de grammaire, il nous avait rejoints au tout début des années 1970, enseignant longtemps dans un lycée populaire de la banlieue parisienne. Très cultivé, toujours un livre à la main, il savait nous faire partager ses connaissances simplement, sans y toucher, parlant de ses lectures ou organisant des visites

culturelles pour des camarades qui n'avaient pas eu les mêmes chances que lui.

Dominique avait partagé tous nos combats et avait été élu aux Lilas avec Arlette Laguiller, qu'il accompagnait souvent dans ses déplacements. À l'occasion d'échanges internationaux de notre organisation avec des militants trotskystes d'autres pays, il avait milité quelques mois au Brésil et au Portugal. Les camarades qu'il a connus, bien que ne faisant pas partie de notre

courant, l'UCI, ont encore tenu des années après à marquer leur estime par un message, le remerciant notamment pour les avoir aidés dans leur activité auprès des travailleurs.

Dominique participait aux spectacles de la fête, où il travaillait à la librairie. Ses connaissances, sa gentillesse, sa disponibilité et son efficacité vont nous manquer. Nous continuerons son combat, en espérant que pour notre journal et notre mensuel, dont il relisait quasiment



tous les articles et dont il était un relecteur scrupuleux, son absence ne se traduit pas par des fautes de syntaxe et d'orthographe.



Après le bombardement d'une école accueillant des réfugiés, le 27 juillet, dans le centre de la bande de Gaza.

Israël-Palestine : Netanyahu se sent tout permis

Samedi 27 juillet, un bombardement sur la ville druze de Majdal Shams, sur le plateau du Golan, à la frontière de la Syrie et du Liban, a tué douze personnes, des enfants et des adolescents, âgés de 10 à 16 ans, qui jouaient sur un terrain de football.

L'ensemble des dirigeants israéliens ont immédiatement accusé le Hezbollah d'être à l'origine de ce tir meurtrier. Le groupe islamiste libanais a quant à lui reconnu avoir tiré sur des installations militaires mais a démenti formellement avoir tiré sur des civils. Jusqu'à maintenant, le Hezbollah a en effet évité de tirer sur les villages druzes qui représentent la moitié des habitants du Golan et dont beaucoup entretiennent des liens, notamment familiaux, avec ceux qui vivent au Liban. On ne peut exclure une erreur du Hezbollah, mais une autre organisation islamiste pourrait tout aussi bien en être à l'origine. L'hypothèse d'un dysfonctionnement du dôme de fer, le système antimissile israélien, a aussi été évoquée.

En présentant ce bombardement comme « l'attaque la plus meurtrière contre des civils israéliens depuis le 7 octobre », les dirigeants israéliens ont pu obtenir que toutes les chancelleries occidentales leur renouvelent leur soutien, se faisant les complices de la politique coloniale israélienne. En effet, jusqu'en 1967, le Golan était un territoire syrien. Suite à la guerre des Six-Jours, Israël s'est emparé des deux tiers de ce plateau en raison des ressources en eau qui s'y trouvent, mais aussi parce que c'est un point stratégique, commandant la route vers Damas, la capitale syrienne, pour finalement l'annexer en 1981. Alors que

l'ONU continue de considérer cette annexion comme illégale, les États-Unis l'ont reconnue officiellement sous la présidence de Trump en 2019, reconnaissance sur laquelle l'administration Biden n'est pas revenue.

La moitié de la population du Golan est composée de quelque 23 000 druzes, qui ont refusé de devenir citoyens israéliens. Ayant souhaité conserver la nationalité syrienne, ils ont le statut de « résidents », pouvant étudier et travailler en Israël, sans avoir le droit de voter. Netanyahu et ses ministres osent aujourd'hui se présenter en défenseurs des Druzes, mais le mensonge est tellement choquant qu'ils ont été hués quand ils ont voulu assister aux obsèques des victimes dont les familles ont refusé de les rencontrer.

Les dirigeants israéliens ont immédiatement cherché à exploiter ce drame pour justifier de nouvelles actions militaires contre le Hezbollah. Netanyahu a annoncé une « riposte sévère ». L'armée israélienne, qui bombarde déjà régulièrement le sud du Liban, ira-t-elle jusqu'à l'envahir, comme elle l'a fait en 1982 et en 2006 ? De leur côté, les États-Unis s'y sont déclarés opposés, cherchant à éviter l'extension du conflit au Moyen-Orient. Netanyahu lui-même a montré, en avril face à l'Iran, qu'il pouvait tout à la fois multiplier les discours incendiaires et ne mener que des actions militaires mesurées pour ne

pas s'engager trop loin dans l'engrenage.

Pour se maintenir au pouvoir, Netanyahu alimente en permanence une surenchère guerrière. Mardi 30 juillet, en fin de journée, un raid aérien sur Beyrouth a tué l'un des plus hauts cadres militaires du Hezbollah. Et, dans la nuit, le dirigeant du Hamas, Ismael Haniyeh, a été tué lors d'un bombardement de sa résidence à Téhéran.

En tuant un des principaux représentants du Hamas dans les négociations en cours actuellement pour conclure une trêve à Gaza, les dirigeants israéliens ont clairement montré qu'ils sont prêts à continuer la guerre envers et contre tout.

En effet, la guerre continue d'ensanglanter Gaza, les bombardements frappent quotidiennement l'ensemble de l'enclave palestinienne. Depuis le début du mois, l'armée israélienne prend pour cible les écoles qui accueillent des structures médicales de fortune et des Palestiniens cherchant à fuir les bombardements, ce qui est le cas de la quasi-totalité des Gazaouis. Tous les jours, de nouvelles victimes viennent augmenter un bilan qui se montait le 28 juillet à 39 324 morts, selon le ministère de la Santé de Gaza.

Lors du voyage que Netanyahu vient de faire outre-Atlantique, la Maison Blanche a tenu à rappeler que le gouvernement israélien pouvait compter sur « le soutien indéfectible des États-Unis ». Le message a été clairement compris par Netanyahu : le massacre des Palestiniens peut continuer et il peut aussi poursuivre ses attaques dans toute la région.

Marc Rémy

Des soldats israéliens dénoncent les massacres

Les témoignages de six soldats réservistes israéliens, recueillis après leur démobilisation, ont été publiés début juillet par le site israélo-palestinien Siha Mekomit (« appel local » en hébreu). Risquant la prison pour ces témoignages, cinq de ces soldats ont choisi de rester anonymes et de ne donner que leurs initiales. Ils racontent avoir tiré sur des civils, « des réfugiés, [...] désespérés, [qui] n'ont plus rien », venus récupérer des restes de nourriture. Ils disent aussi avoir tiré dans des quartiers pourtant désignés comme des abris réservés, avoir incendié les logements et, se livrant à une destruction systématique, avoir anéanti « tout ce qu'il était possible d'anéantir ». Les cadavres des Palestiniens sont abandonnés dans les rues, les routes, les champs, livrés aux animaux errants, dissimulés seulement par des bulldozers ou des chars quand des convois humanitaires doivent passer, « pour qu'il n'y ait aucune image de cadavres palestiniens à un stade avancé de décomposition ». Ils dénoncent avoir vu « aplatis des centaines de terroristes supposés, morts ou vivants ». L'un d'entre eux raconte le suicide d'un soldat



d'une unité de bulldozers qui avait participé à l'opération. Certains racontent aussi comment leurs officiers les autorisent à tirer sans aucune retenue, « pour se défouler », au point qu'ils en viennent à tirer sur n'importe quoi et sur tous ceux qui passent.

Ces soldats racontent « de l'intérieur » l'horreur de la guerre à Gaza, les atrocités commises contre les Palestiniens et la façon dont de jeunes Israéliens sont ainsi transformés en bourreaux.

Cécile Seyrig

États-Unis : bavure mortelle

Début juillet, dans l'Illinois, un policier blanc a tiré sur une femme noire alors qu'il se trouvait chez elle. Une vidéo glaçante, diffusée par les autorités, montre comment cette femme, qui avait elle-même appelé la police, a été tuée d'une balle dans la tête sans aucune raison.

Ce type de meurtre, où intervient le racisme qui imprègne les forces de police, est malheureusement fréquent aux États-Unis. Dans ce cas, les proches de la victime ont organisé des manifestations qui n'ont pas laissé le loisir aux autorités locales de couvrir discrètement ce policier, ce qui est également fréquent. La presse s'en est mêlée et les autorités ont décidé de ne pas soutenir

le meurtrier, qui a été licencié par le sherif, mis en examen et écroué en attente de son procès.

En campagne électorale, courtisant les électeurs noirs, la vice-présidente Kamala Harris a fait savoir qu'elle avait téléphoné à la mère de la victime. Mais penser que l'élection d'une femme de couleur à la Maison-Blanche protégerait les Noirs américains des violences policières serait une erreur. Sous Obama, la police et son racisme ont continué à sévir. Et beaucoup se souviennent qu'au cours de sa longue carrière de procureur en Californie, Kamala Harris n'a jamais poursuivi des policiers pour violence.

Lucien Déroit

Venezuela : le régime chaviste dans l'impasse

Après l'élection présidentielle du 28 juillet au Venezuela, le président sortant, Nicolas Maduro, revendique la victoire que lui conteste le candidat de l'opposition Edmundo Gonzalez Urrutia.

Maduro aurait obtenu 51 % des suffrages et son opposant, 44 %. Mais ce dernier dénonce une fraude et prétend avoir remporté 70 % des votes, appuyé par la cheffe de l'opposition, Maria Corina Machado, empêchée de se présenter à l'élection par Maduro. Des affrontements ont eu lieu entre partisans de l'opposition et forces de police. On ne sait pas quelle a été l'ampleur des fraudes, ni qui en a vraiment bénéficié, mais ces lendemains d'élections viennent encore confirmer la crise du régime chaviste.

En 1998, Hugo Chavez avait bénéficié de l'effondrement des principaux partis de droite et de gauche, changé la constitution et lancé des programmes sociaux. Pour lui, la rente pétrolière – le Venezuela détenant d'immenses réserves de pétrole – devait bénéficier non plus exclusivement aux grandes compagnies américaines ou anglaises et à la classe riche mais aussi aux classes populaires. Jusqu'au décès de Chavez en 2013, les programmes sociaux avaient pu être mis en œuvre et le taux de pauvreté avait beaucoup

reculé.

Cependant, au début des années 2000, dès qu'une petite part de la rente est allée aux plus pauvres, la bourgeoisie, avec l'appui des États-Unis, a tenté deux coups d'État pour renverser Chavez, que la population a soutenu. Chavez bénéficiait du prix élevé du pétrole et avait établi des partenariats notamment avec Cuba. En échange du pétrole vénézuélien, Cuba envoyait ses médecins. On parlait alors de « socialisme bolivarien »

Pour contrebalancer les sanctions économiques américaines, Chavez cherchait des soutiens du côté de la Russie, de la Chine et de l'Iran, des alliances intolérables pour Washington. Se sachant mourant, il avait désigné Maduro pour lui succéder. Bien que des élections l'aient confirmé, les États-Unis ne l'ont pas accepté et accentué leurs sanctions, privant le Venezuela de ressources importantes. En même temps, la baisse du prix du pétrole rendait la situation bien plus difficile. Lors des élections de 2019, les États-Unis ont poussé leur candidat à tenter un coup



Nicolas Maduro réélu.

d'État, celui-ci essayant sans succès de rallier l'armée.

Pendant ses douze années au pouvoir, Maduro a pu placer ses fidèles aux postes de responsabilité et donner une place importante à l'armée. Il a aussi renforcé son emprise sur les quartiers populaires en s'appuyant sur des groupes armés censés s'opposer aux trafiquants de drogue. Cela a engendré des rivalités avec les policiers et les gangs et accru une insécurité déjà importante.

La situation économique n'a cessé de se dégrader. La baisse du prix du pétrole a fait fondre la rente, et la

production pétrolière s'est effondrée. Les adversaires de Maduro, soutenus par les États-Unis et l'Union européenne, ont aujourd'hui beau jeu de dénoncer la corruption, la mauvaise gestion du régime, alors qu'une partie des problèmes découle de leurs sanctions économiques.

La population a payé au prix fort cette dégradation. L'insuffisance des importations de nourriture et de médicaments a généré une hyperinflation et un marché noir, qui rendent impossible aux classes populaires d'accéder aux produits de première nécessité. Sept millions d'habitants ont quitté le pays. Les plus fortunés ont rejoint les États-Unis ou l'Europe, tandis que les plus pauvres se sont entassés dans des camps de réfugiés des pays voisins.

Le parti chaviste conserve des soutiens parmi les plus pauvres, bien que ceux-ci doivent souvent se

contenter d'un colis mensuel de vivres, insuffisant, et il a encore le soutien de l'armée. Mais jusqu'à quand cette situation peut-elle durer ? Si les États-Unis ont renoncé à l'intervention armée directe évoquée sous Trump, ils ont toujours maintenu la pression en espérant provoquer un soulèvement de la population, ou de l'armée contre Maduro.

Si le prétendu « socialisme bolivarien » s'est révélé un mirage, et si le régime ne tient aujourd'hui que grâce à la poigne de l'armée, c'est d'abord le résultat de cette pression de l'impérialisme. Il ne peut y avoir de socialisme dans un seul pays, fût-il le Venezuela avec ses richesses pétrolières : c'est bien le système impérialiste qu'il faut abattre. Pour cela, il faudra bien plus que la politique d'un officier tiers-mondiste comme Chavez.

Jacques Fontenoy

Taxe sur les ultrariches : paroles, paroles...

À l'occasion de la préparation du G20 qui doit se tenir en novembre, les ministres des Finances des principales puissances économiques ont ressorti un serpent de mer : la taxe sur les ultrariches.

La directrice du Fonds Monétaire International a remporté la palme de la franchise sur le sujet. Évoquant les politiques d'austérité dans de nombreux pays, elle a déclaré que « la promotion de la justice fiscale contribue à l'acceptation de

ces décisions ». Mais même pour cette mesure toute cosmétique, qui n'a rien à voir avec la construction des « sociétés plus égalitaires et plus durables » qu'elle évoque, personne ne se mettra d'accord. Les ministres se sont engagés à « coopérer » pour

faire payer les plus riches, mais ils ont tout de suite tenu à rassurer d'éventuels inquiets : chacun pourra faire ce qu'il veut. Autrement dit, personne ne fera rien dans ce sens.

Cela fait des années que la nécessité d'une taxe sur les plus fortunés fait l'objet de déclarations plus ou moins ronflantes. Et plus le monde s'enfoncé dans la crise, en même temps que des fortunes de plus en plus insolentes s'étalent, plus les dirigeants politiques se sentent obligés de l'évoquer. Dans une société vouée à la protection de la propriété des plus riches, les instances internationales jouent leur rôle, qui est au mieux d'être des machines à produire des communiqués creux, teintés de quelques bonnes intentions.

C. P.



CHANG MARTIN SIPA

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 241 (juillet-août 2024)

- Face à la crise politique et économique, renouer avec la lutte de classe
- L'impérialisme français et la Nouvelle-Calédonie
- Grande-Bretagne : vers l'alternance
- La crise en Allemagne
- Guerre et pillage en RDC
- La crise économique aux États-Unis
- Une résistance antinazie, ouvrière et internationaliste

Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.



RATP : ce n'est pas la fête pour tout le monde

Au métro, on est loin de l'euphorie qui s'est emparée des médias depuis le début des Jeux Olympiques. Aux difficultés pour se rendre au travail en raison des nombreuses zones soumises aux « QR codes », s'ajoute le mécontentement des usagers face à l'explosion des tarifs.

Alors qu'initialement les transports devaient être gratuits pendant les JO, c'est l'inverse qui s'est produit. Ainsi, depuis le 22 juillet, le ticket de métro est passé de 2,15 euros à 4 euros, mais ce qui fait surtout réagir est la suppression du pass navigo hebdomadaire pour toute la durée des Jeux Olympiques et Paralympiques. Les agents de station doivent faire face à la colère des usagers, scandalisés à juste titre. Au lieu de s'acquitter des 30,75 euros habituels

pour circuler une semaine, ils doivent acheter un pass JO à 70 euros : « Les JO, on ne les vit pas, on les subit », ou bien « vivement que tout ce cirque se termine », revient souvent dans la bouche des agents.

Les 1,3 milliard d'euros pour dépolluer la Seine et la démesure de la cérémonie d'ouverture font aussi réagir. Un conducteur, choqué, faisait remarquer : « Ça rappelle le temps des Rois et le faste de la cour de Versailles ».

Il n'y a que pour la gestion des colis suspects que la magie des JO opère. D'habitude il faut deux heures pour qu'une équipe de déminage intervienne. Quand les voyageurs protestaient, la RATP répondait que c'était pour leur sécurité et qu'il n'était pas possible de faire plus vite. Mais pour deux bagages abandonnés aux stations Pont de Sèvres mardi 23 juillet et à Gare du Nord vendredi 26, il n'a fallu que vingt minutes pour régler l'incident et revenir à un trafic normal ! Quand elle veut, la direction sait donc mettre les moyens, et cela ne fait que confirmer son mépris habituel des usagers et des travailleurs de la RATP.

Correspondant LO

JO du luxe : débrayage en ouverture

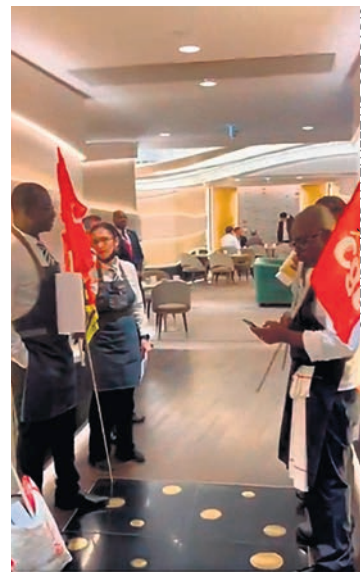
La veille de la cérémonie d'ouverture des Jeux, une trentaine de salariés d'un grand hôtel de luxe parisien, Le Collectionneur, ont débrayé pour la quatrième fois depuis juin, alors que la direction refusait toujours de répondre à leurs revendications depuis le début des négociations annuelles.

Les travailleurs sont en lutte contre la direction d'un des hôtels les plus chers de Paris, qui a été privatisé par le Comité international olympique pour 22 millions d'euros. Le 25 juillet au matin, ils ont investi les locaux pendant un peu plus de trois heures. Sur les pancartes, on pouvait lire : « Pas de 13^e mois, pas de JO ! », « Pas touche à nos contrats », « hôtel de luxe, salaires de misère. » Les salariés revendiquent des augmentations alors que, selon la CGT, le groupe

propriétaire de l'hôtel aurait reversé 9,5 millions d'euros aux actionnaires.

Situé à quelques minutes des Champs-Élysées et de l'Arc de triomphe, Le Collectionneur reçoit les puissants du monde entier, dans un luxe qui dépasse l'entendement, avec des jardins privés de 800 m².

Dans l'hôtellerie du luxe, les cuisiniers, les réceptionnistes, les salariés du ménage génèrent par leur travail des profits importants. Pendant les JO, c'est encore plus vrai et les millionnaires



CAPTURE D'ÉCRAN TWEET UJCGT PARIS

s'y pavanent. Malgré tout, la direction du Collectionneur a dû recevoir une délégation de grévistes pour discuter de leurs revendications. Ils ont su rappeler, par leur action, que sans leur travail, le monde du luxe n'existerait pas.

Cécile Seyrig

Hôpital Pitié-Salpêtrière Paris : l'envers du décor des JO

Vendredi 26 juillet, pour la cérémonie d'ouverture, l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière est devenu quasi inaccessible. Bon nombre de secteurs ont été contraints de fermer et les hospitaliers ont dû poser une RTT. Ceux qui ont travaillé se sont débrouillés entre eux pour venir et même repartir de l'hôpital.

Depuis qu'il faut s'intéresser aux JO, la direction de l'AP-HP et celle de la Pitié-Salpêtrière n'ont cessé d'affirmer qu'« à Paris, pour les JO, les hôpitaux resteront accessibles mais il faudra anticiper ses déplacements ». Mais au fil des semaines et de l'évolution des mesures sur les déplacements, il devenait de plus en plus compliqué de venir à l'hôpital : l'entrée principale était ouverte aux piétons seulement jusqu'à 13 heures mais avec la station de métro fermée. L'entrée opposée restait ouverte aux véhicules mais il fallait montrer patte blanche et certains, même avec les attestations, devaient batailler pour passer les barrages de police en amont. Après 18 heures, c'était encore pire : la ligne de métro de cette deuxième entrée fermait complètement. Les taxis et les ambulances ont prévenu qu'ils ne pourraient pas assurer les transports des patients.

Du coup, la plupart des hôpitaux de jour et des consultations ont complètement ou partiellement fermé, même en cancérologie. Les opérations non urgentes ont été reportées. Les hospitalisations de semaine ont fermé le jeudi soir au lieu du vendredi. Dans tous ces secteurs, cela a ajouté du travail car il a fallu au dernier moment déprogrammer, appeler les patients et surcharger les autres jours. Et pour finir, aucune entrée ou

sortie de patients hospitalisés dans le reste des services ouverts n'était permise ce jour-là. Bref le ministre délégué à la Santé a eu quelque culot de déclarer mi-juillet que « l'accès aux soins va continuer normalement ».

Pendant ce temps, la direction de l'hôpital imposait de poser une RTT le 26 juillet ou, pour les secrétaires par exemple, de télétravailler. Des cadres ont demandé que cette journée soit donnée mais la direction les a renvoyées à leurs problèmes de plannings. Un certain nombre d'hospitaliers comptent bien ne pas laisser passer ce vol de jour : ils ne sont pas responsables de l'organisation des JO et n'ont pas à en pâtir.

Quant à tous ceux qui travaillaient et ne pouvaient pas repartir (ou arriver) en voiture ou en transports en commun, selon les cas, rien n'était organisé. C'est entre eux que les soignants ont pallié les difficultés rencontrées par les uns ou les autres. Comme l'a dit l'une d'elles : « C'est comme pour les soins, on ne peut compter que sur nous-mêmes, jamais sur la direction ».

Cette journée restera bien gravée dans les esprits : l'État a organisé méticuleusement et mis d'immenses moyens pour l'organisation des JO mais rien pour que les hôpitaux fonctionnent. C'est à l'image de ses priorités le reste du temps.

Correspondant LO

Budget : le retour du trou de la Sécu

Le Comité d'alerte sur les dépenses d'assurance-maladie prévient que les frais liés aux remboursements de médicaments, visites médicales, transports sanitaires et autres, pourraient coûter un milliard d'euros supplémentaire cette année. La CNAM (Caisse nationale

d'assurance maladie), préconise, elle, 1,56 milliard d'euros d'économies, notamment en contrôlant encore davantage les arrêts maladie ou la prescription de médicaments.

Cette petite musique a un air de déjà entendu : sous prétexte de déficit, il faudrait que la population

se soigne moins ou paye davantage pour le faire. Pourtant, ces déficits, s'ils existent, sont principalement dus aux fortunes qui vont dans les poches des actionnaires des grands labos ou des trusts pharmaceutiques. Alors, à eux de payer !

E. G.



Automobile : guerre aux travailleurs pour les profits

Les industriels de l'automobile annoncent une « panne » du marché. Pour maintenir leurs marges, ils ont planifié une véritable offensive contre les travailleurs du secteur.

Le cabinet S&P vient d'estimer qu'il sera produit 89,5 millions de véhicules dans le monde cette année. Alors qu'en 2023, la production avait progressé de près de 10 %, elle serait cette année en repli, avec une baisse plus prononcée en Europe, de 3 à 4 %, tandis qu'elle serait stable aux États-Unis et en légère croissance en Chine. Les industriels comptaient surtout sur la reconversion du parc automobile vers les véhicules électriques avec de larges subventions de tous les États de la planète pour vendre des véhicules toujours plus cher. Or les ventes de véhicules électriques ont stagné. Leur production serait aujourd'hui de 40 à 45 % inférieure à ce qui était prévu.

Mais si le marché de l'automobile semble se retourner, il n'en est rien des marges des constructeurs. Stellantis vient d'annoncer une chute de ses ventes de 14 % pour le premier semestre au niveau mondial, mais assure 10 % de marge opérationnelle. Les marges des grandes marques se positionnent toutes entre 5 et 10 %, de quoi rassurer les actionnaires quant à leurs

futurs dividendes. Dans la sous-traitance automobile, les marges sont certes traditionnellement inférieures, s'établissant entre 4 et 6 % mais elles sont même annoncées à la hausse. C'est que les industriels non seulement vendent des véhicules toujours plus cher mais ils s'attaquent surtout à ceux qui les fabriquent pour amortir les aléas du marché.

Chez Stellantis, plusieurs usines sont sur la sellette. Celle d'Audi à Bruxelles est plus que menacée. Dans la sous-traitance, après MA France, Magna, c'est Valeo qui supprime plus de 1 000 emplois en France dans trois sites, après avoir annoncé la suppression de 1 150 emplois dans le monde

au début de l'année. Forvia, l'ex-Faurecia, a programmé la suppression de 10 000 postes en Europe. En Allemagne, après Bosch qui a annoncé la suppression de 7 000 postes et Continental celle de 7 150 emplois, c'est l'équipementier automobile ZF qui se prépare à en supprimer 14 000.

Dans un marché qui ne s'étend plus, la guerre commerciale entre constructeurs ne peut que s'intensifier à l'échelle mondiale. Pour garantir leurs profits, les constructeurs vont obtenir des États qui leur sont proches des subventions et des protections, comme des tarifs douaniers limitant la concurrence étrangère, notamment en provenance de Chine. Mais la guerre sociale que les industriels mènent depuis toujours contre les travailleurs ne cesse pas, et même elle s'accroît.

Serge Benham



Chez un concessionnaire.

Stellantis – Douvrin : les intérimaires se font entendre

Mardi 22 juillet, une vingtaine d'intérimaires de l'usine Stellantis de Douvrin se sont rassemblés à l'appel de la CGT pour refuser le vol sur leurs paies lors du versement des indemnités de fin de mission.

Stellantis fait chômer de plus en plus les salariés dans ses usines et veut, avec la complicité des entreprises d'intérim, faire les poches des intérimaires en inventant un compteur de modulation fictif. Dans un premier temps, le groupe verse une « avance » de 56 euros net par jour chômé aux intérimaires. Mais ensuite, les directions veulent reprendre ces sommes lorsqu'il y a eu plus d'heures supplémentaires que d'heures chômées durant

toute la durée de la mission. En clair, chacun paie de sa poche son chômage avec les heures supplémentaires imposées durant les mois ou l'année antérieure ! À l'usine d'Hordain, certains se sont vu reprendre 500, 1 000 et même 2 700 euros au terme de leur contrat !

À Douvrin, les responsables des ressources humaines ont reçu à contre-cœur les revendications des intérimaires venus leur dire jusque dans leur bureau : « Abolition des compteurs

et aucune retenue sur nos paies ou sur les indemnités de fin de mission. On n'a pas demandé à chômer, on n'a pas à payer la note ! ».

Même si la direction a refusé de garantir le versement intégral des prochaines paies, ce rassemblement était une première. Contents de l'avoir fait, tous se sont promis de rester soudés et mobilisés car les prochains bulletins de salaire seront versés vers le 10 août... on verra si les indemnités de fin de mission sont rabotées au retour des congés.

Correspondant LO



Le 25 juillet à Saint-Quentin-Fallavier.

Valeo – Saint-Quentin-Fallavier : Nathalie Arthaud en soutien aux salariés

À la veille des congés d'été, les syndicats Sud industrie, CAT et CGT du site Valeo de Saint-Quentin-Fallavier, en Isère, dont le site est menacé de fermeture, ont appelé à débrayer jeudi 25 juillet après un vote en assemblée générale.

Ce jour-là, la production était à l'arrêt et une centaine de travailleurs se sont rassemblés dans une ambiance conviviale et déterminée. Le groupe Valeo, un des plus gros équipementiers automobiles, a annoncé le 15 juillet vouloir se séparer de trois sites en France représentant environ 1 100 emplois directs. Son chiffre d'affaires est pourtant en hausse de 11 %, s'élevant à 22 milliards d'euros. Dans la foulée, le PDG s'est glorifié des très bons résultats semestriels, évoquant 121 millions de liquidités disponibles. Ce groupe travaille avec les plus grands trusts de l'automobile comme Stellantis et BMW, qui ont réalisé plus de 18 milliards d'euros de profit chacun l'an dernier. Valeo compte parmi ses actionnaires la famille Dassault.

Invitée par les syndicats, Nathalie Arthaud est venue ce jour-là apporter son soutien aux travailleurs en lutte, affirmant que leur combat est légitime et qu'ils ne sont pas seuls. La filière automobile étant actuellement touchée par des vagues de licenciements dans toute l'Europe, nombre de travailleurs peuvent se reconnaître dans le combat engagé par ceux de Valeo. Elle a également souligné combien ils ont eu raison de s'organiser pour engager le combat, avec plusieurs

assemblées générales par semaine et un deuxième débrayage réussi avant les congés. Ils ne doivent compter que sur leurs propres forces, alors que députés et ministres finissent toujours par s'incliner devant les décisions des actionnaires. Cette venue a aidé à mettre en lumière la lutte des travailleurs de Valeo, avec des reportages à France 3 Alpes et dans la presse régionale.

De nombreux travailleurs ont pu échanger avec Nathalie Arthaud et livrer ce qu'ils avaient sur le cœur. L'une d'entre elles, par exemple, après avoir donné 33 années de sa vie à l'entreprise, a perdu la prime de nuit quand l'équipe a été supprimée, et maintenant elle risque tout simplement de perdre son travail. D'autres se moquaient de la nouvelle DRH, qui a crié à la séquestration en tentant d'escalader le grillage lorsque des salariés sont allés simplement discuter à plusieurs avec le directeur pour lui demander des comptes, faisant se déplacer de nombreux gendarmes pour l'occasion.

Les travailleurs s'inquiètent pour leur avenir, la moyenne d'âge dépassant les 50 ans sur le site, mais ils sont déterminés à ne pas se laisser faire et tenaient à montrer qu'ils étaient soudés.

Correspondant LO



PDM

Capécure – Boulogne-sur-Mer : tout est bon dans le poisson... pour se faire du profit

La zone industrielle de Capécure de Boulogne-sur-Mer regroupe des milliers de travailleurs dans de nombreuses entreprises, en lien directement ou indirectement avec la transformation du poisson. Encore plus que du poisson, ce sont des millions de profits qui y sont produits chaque année.

Sur la zone, les discours des patrons et des directeurs sont tous les mêmes : « Il n'y a pas d'argent pour augmenter les salaires ». Mais ils pleurent la bouche pleine, car de nombreuses entreprises appartiennent à des grands groupes qui affichent des bénéfices et une « bonne santé » capitaliste.

Par exemple, Capitaine Houat appartient à la branche agroalimentaire du groupe Intermarché-les Mousquetaires. Ce même groupe qui vient de racheter des super et hypermarchés Casino. Findus, après avoir appartenu à Nestlé, est désormais détenu par des fonds de pension

américains. Mowi, lui, est un groupe international de 11 500 travailleurs, spécialisé dans le saumon : élevage et préparation. Avec ses 20 % de parts du marché mondial, il a affiché pour la deuxième année consécutive un bénéfice d'un milliard de dollars. Delanchy, avec 3 500 salariés dans le monde, vient d'acquérir une plate-forme logistique en Norvège. Enfin, C&D Foods, groupe avec sept autres usines en Europe, est spécialisé dans l'alimentation animale.

Devant ces grands patrons, comme d'ailleurs de plus petits, la mairie et toutes les collectivités sont

à plat ventre pour répondre au moindre de leur désir : qu'il s'agisse de construire des routes, de rénover des bâtiments ou de donner des subventions diverses et variées. La dernière en date est une enveloppe de 6 millions et demi d'euros de la communauté d'agglomération pour construire des ateliers de mareyage.

Les salariés de Capécure travaillent rarement au-dessus de 6°C, avec des horaires qui commencent pour la plupart à trois heures ou quatre heures la nuit. Ces travailleurs sont indispensables pour qu'une partie de la population puisse manger, et sont légitimes à exiger des augmentations de salaires et un contrôle sur tous ces groupes qui concentrent un pouvoir énorme entre leurs mains.

Correspondant LO

Centres d'appel Armatix : l'exploitation au quotidien

L'entreprise Armatix regroupe environ 5 000 salariés dans des centres d'appel en France.

Elle sous-traite des services de télécommunications (facturation, recouvrement, service client...) à de grands groupes capitalistes comme Total ou Orange. Le site de Boulogne-sur-Mer compte 500 travailleurs, celui de Calais 600.

La grande majorité des salariés est payée au smic ou à peine au-dessus. À Calais, une ville sinistrée depuis des années par les vagues de licenciements et de fermetures d'usines, l'ouverture de cette entreprise

il y a vingt ans a pu apparaître comme un espoir pour ceux qui s'y sont fait embaucher. Mais si les patrons changent, l'exploitation continue. La pression sur les salariés est constante pour effectuer toujours plus d'appels ou d'actes écrits à l'heure, placés sous pression par les écoutes de la hiérarchie. Les heures supplémentaires, qui rallongent la journée de travail, sont monnaie courante. De plus, dans certains services, les travailleurs doivent parfois faire face à des clients agressifs, ou au désespoir de ceux qui sont étranglés par les factures.

À plusieurs reprises cette année, les travailleurs de ces deux sites ont débrayé pour revendiquer des augmentations de salaire, ainsi que pour protester contre la réduction de leurs primes et les objectifs inatteignables fixés par la direction. Ces travailleurs, qui contribuent à fabriquer les profits d'Armatix et des grands groupes qui sous-traitent leurs activités de télécommunications, ont mille fois raison de revendiquer de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail!

Correspondant LO

Verrerie Arc : la crise est pour les travailleurs

La verrerie Arc, à Arques dans le Pas-de-Calais, qui appartient à un groupe international fabricant et commercialisant de la vaisselle, comptait plus de 5 600 salariés en 2015.

Aujourd'hui, son effectif est d'environ 4 000. Dans le même temps, les subventions publiques n'ont cessé d'être versées aux actionnaires et sur ces dernières années, elles se chiffrent en centaines de millions d'euros. Ainsi, l'État aide à payer les salaires en profitant du plan de chômage partiel mis en place en 2020, prolongé encore cette année. Cette seule rallonge devrait coûter 20 millions d'euros d'argent public.

La direction orchestre depuis des années un discours alarmiste qu'elle utilise pour faire pression sur les salariés. Récemment le règlement intérieur a été modifié, durcissant les règles et les occasions de les sanctionner. La sécurité, elle aussi, est utilisée comme motif de sanction, par exemple le dépassement des limites de vitesse dans l'usine, ou pour le non-port des équipements de protection. Pour ceux qui connaissent l'état de délabrement et de dangerosité des machines et bâtiments, il y a de quoi rire... jaune.

Au début de l'été, deux nouveaux actionnaires sont

entrés au capital d'Arc. L'un a fait fortune en passant de nombreux contrats avec l'armée française. L'autre est à la tête d'un fonds d'investissements tout en étant président de « Business France », officine publique en charge de garantir aux entreprises étrangères que le carnet de chèque de l'État français sera toujours à leur disposition. Ce sont deux figures à l'image du capitalisme : parasite et capable de menées guerrières pour garder ses profits.

Alors, si les dirigeants d'Arc peuvent faire des campagnes de communication sur leur dette qu'ils chiffrent à plus de 300 millions d'euros, les travailleurs quant à eux, savent qu'ils mentent. Cette campagne est le signe annonciateur d'une énième aide financière de l'État au prétexte de « sauver l'emploi ».

La force des travailleurs de cette usine, c'est leur nombre et le fait que quand ils se mobilisent cela a des répercussions dans toutes les usines et familles qui vivent autour d'Arques.

Correspondant LO



BARMAG

Prise illégale d'intérêt

Le gouvernement a refusé une nouvelle fois la demande d'agrément de l'association Anticor, qui se donne pour but de traquer la corruption sur le terrain judiciaire. Ledit agrément lui permettait de se constituer partie civile et de contraindre ainsi le parquet à transmettre ses plaintes à un juge d'instruction.

Promis, juré, le fait que cette association braquait ses projecteurs sur des dossiers impliquant la Première ministre, le Secrétaire général de l'Élysée et autres ministres et personnages influents n'a évidemment rien à voir avec le refus du gouvernement...

E. G.

L'Enfance Catalane – Perpignan : économies sur les salariés, assez !

L'Enfance Catalane, association loi 1901, est composée de plusieurs services d'aides à domicile et éducatifs et est financée en grande partie par le conseil départemental dirigé par le Parti socialiste.

L'association compte environ 240 salariés, éducateurs, assistants sociaux, aides à domicile, moniteurs éducateurs, travailleuses sociales et familiales. Pour faire des économies, l'employeur a décidé de dénoncer une très grande partie des usages en vigueur depuis plus de cinq ans : notamment le maintien

du salaire en cas d'arrêt maladie au-delà des durées conventionnelles, le maintien du salarié dans le poste au-delà de six mois d'arrêt et les deux jours de congés supplémentaires accordés par le conseil d'administration. Cela a été décidé le 1^{er} juillet lors d'une réunion de celui-ci où l'ambiance se voulait

bon enfant. Mais devant les protestations des élus du personnel, les réponses des membres du conseil frisaient l'insulte.

Le 23 juillet, un débrayage a été décidé à 16 heures, jour du CSE extraordinaire où il devait être question de la dénonciation des usages. Une cinquantaine de salariés sont venus accompagner les délégués et demander à rencontrer la direction, mettant une belle pagaille aux abords de la réunion,

car ces gens-là ne sont pas habitués à se faire chahuter. Le directeur, sorti de la réunion demander qu'il y ait moins de bruit, a dû s'expliquer après la réunion du CSE, et répondre aux questions des salariés.

Les aides à domicile, très remontées, ont exprimé leurs récriminations sur leurs salaires trop bas et leurs conditions de travail lamentables. Tous ont constaté que comme toujours, la direction veut faire des économies sur le

dos des plus petits : « Deux jours de congés en plus, ce n'est pas du luxe quand on sait que l'on n'a que 25 jours de congés payés par an. »

Comme d'habitude, les responsables ont pleuré sur leur sort en se plaignant des financements insuffisants. Mais les travailleurs ne sont pas dupes et rendez-vous a été pris pour une assemblée générale et une journée de grève en septembre.

Correspondant LO

Auchan : attaque en règle contre les travailleurs

Prétextant un chiffre d'affaires et un résultat net en baisse au premier semestre 2024, les dirigeants d'Auchan ont annoncé « une réaction forte » : les surfaces de 71 des 119 hypermarchés seront réduites de 25 à 30%. Quatre mille travailleurs sont menacés de perdre leur emploi.

Les propriétaires d'Auchan, la famille Mulliez, ont comme projet depuis déjà plusieurs années de réduire les surfaces des hypermarchés. Certains, en particulier dans le Nord, peuvent couvrir jusqu'à 20 000m². Au total, sur l'ensemble des hypermarchés, ce n'est pas moins de 190 000 m² qui vont disparaître. L'objectif est d'augmenter la rentabilité

au m² en supprimant des emplois et en augmentant la charge de travail des salariés restant en poste. Ainsi, à Villeneuve-d'Ascq dans le Nord, il est prévu de réduire le centre commercial d'un étage ; 150 salariés sont menacés de perdre leur emploi. À Petite-Forêt, l'hypermarché devrait être réduit de 4 000m², ce qui se traduira par quinze à seize postes à

plein temps en moins, dénonce un syndicaliste du magasin.

Ces réductions de surfaces correspondent en réalité à une réorientation de la stratégie des actionnaires. Auchan s'est lancé par ailleurs dans une politique de rachats systématiques de concurrents en difficulté, d'abord avec les magasins Dia en Espagne et au Portugal, et avec 98 magasins Casino en France tout récemment. C'est dire que l'argent ne manque pas chez les Mulliez. Une preuve supplémentaire vient encore d'en être donnée par



L'hypermarché Auchan de Villeneuve-d'Ascq.

le magazine Challenges dans son classement 2024 des plus grosses fortunes du pays, qui indique pour les Mulliez une augmentation de 8 milliards d'euros de leur fortune sur l'année.

Il faut imposer que cette richesse accumulée par les Mulliez serve à garantir les emplois et les salaires de tous les travailleurs d'Auchan !

Philippe Logier

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Dettes de l'État : qui la paye et qui en profite

La dette de l'État français est exorbitante puisqu'il doit plus de 3 000 milliards d'euros à des banques et fonds d'investissements privés ou encore à d'autres États. Pour financer le remboursement partiel de cette dette et d'autres dépenses, l'État contracte chaque mois pour près de 20 milliards d'euros de nouvelles dettes.

Ce tour de passe-passe n'est tenable que si les financiers mondiaux qui prêtent de l'argent à l'État acceptent de le faire pour un taux d'intérêt bas. Ils y trouvent leur compte car prêter à un État stable et riche comme la France est considéré comme une garantie. C'est une manière de placer des sommes considérables de façon qu'elles rapportent quasiment sans aucun risque.

Pour les classes bourgeoises du monde entier, prêter de l'argent à l'État a été depuis longtemps une source considérable d'enrichissement. L'État utilise les capitaux empruntés pour investir là où les capitalistes n'ont pas envie de le faire, par exemple dans la santé, les transports ou les autoroutes, quand il s'agit de construire des infrastructures qui demandent d'importantes dépenses sans que celles-ci rapportent immédiatement des bénéfices. Et en même temps, c'est l'État qui se charge de faire payer la population pour verser chaque

année aux capitalistes des intérêts sur la dette.

Avec les incertitudes politiques liées à la dissolution de l'Assemblée nationale, les services du ministère des Finances craignent d'avoir des difficultés à emprunter à un taux acceptable. Finalement, le Trésor a encore pu trouver des prêteurs facilement. Mais, l'instabilité politique étant toujours là, les financiers ne voient plus l'État français

avec autant de confiance qu'avant. À quelle vitesse cette dégradation de la confiance pourrait entraîner une hausse importante des taux d'intérêts, c'est imprévisible.

La crainte des milieux financiers est de voir s'enclencher un cercle vicieux de surendettement comme cela est arrivé à l'État grec en 2010, car il pourrait être le facteur déclenchant d'une crise financière catastrophique, au niveau européen et même mondial. Les dirigeants de la Banque centrale européenne (BCE) ont donc déjà déclaré qu'ils seraient prêts à intervenir pour acheter des dettes de l'État français au cas où

L'UE rappelle à l'ordre

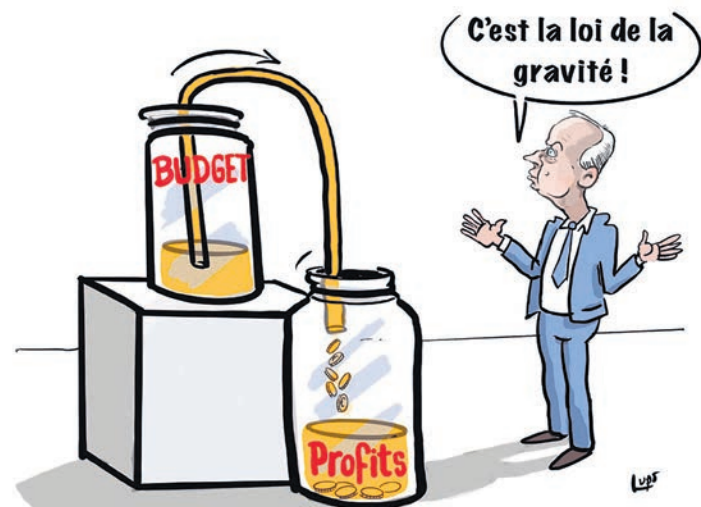
Vendredi 26 juillet, l'Union européenne a lancé une procédure pour déficit excessif contre sept États membres, dont la France.

Ces pays ne respectent pas les limites qui devraient être un déficit maximum de 3 % du PIB par an pour le budget de l'État et une dette inférieure à 60 % du PIB.

La France est loin de ces objectifs avec 5,5 % de déficit en 2023 et une dette représentant 110 % du PIB. Cette situation n'est pas nouvelle puisque, depuis la création de la zone euro en 1999, elle a été en procédure

de déficit excessif de 2003 à 2018 et elle y aurait été de 2020 à 2023 si l'UE n'avait pas suspendu ses règles lors de l'épidémie de Covid.

Évidemment, il ne s'agit jamais de s'attaquer au budget de l'armée ou aux immenses fortunes qui s'accumulent dans les coffres-forts de la bourgeoisie. Dans le capitalisme, ce sont toujours les travailleurs qui payent. Les procédures de



les financiers n'en voudraient plus.

Il reste à voir si cette promesse suffira à rassurer les milieux financiers, toujours si inquiets de voir leurs capitaux et le versement des intérêts garantis. En fait, face à une crise majeure de la dette, la BCE pourrait ne pas pouvoir dégager les

sommes gigantesques nécessaires et ne pas avoir les moyens de faire face. Tant pis alors pour les financiers et leurs nuits sans sommeil, pourrait-on dire, s'ils n'avaient pas les moyens de faire payer à toute la population les conséquences de la crise de leur système.

Pierre Royan

l'UE encouragent les États, et en l'occurrence l'État français, à s'attaquer aux travailleurs, même si elles ne l'y obligent pas car il le fait très bien tout seul. Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, n'a d'ailleurs pas attendu pour annoncer en début d'année que l'État devait réaliser 25 milliards d'euros d'économies. Cette procédure de l'UE fournit simplement un argument de plus aux prochains gouvernements pour faire payer les travailleurs.

Car sans réduire le

budget militaire et les aides aux grandes entreprises, sans prendre sur les profits famémeux des TotalEnergies, Axa ou BNP Paribas, réduire le déficit budgétaire signifie pour les classes populaires attendre des heures en plus aux Urgences parce que l'État supprime des postes de soignants, avoir plus d'élèves qui décrochent dans des classes surchargées ou encore laisser les ponts et les routes se dégrader au risque de catastrophes.

Nicolas Pawlak

Lutte ouvrière à votre rencontre

Pendant tout l'été, les militants de Lutte ouvrière vont sillonner le pays pour aller à la rencontre de la population. Bien que les JO occupent tout l'espace médiatique, les problèmes que rencontrent les travailleurs (emplois, salaires, logements, etc.) sont toujours présents. Seule la classe ouvrière, qui produit toutes les richesses du pays, pourra changer la société. Pour cela, elle a besoin d'un parti révolutionnaire. Alors, venez en discuter avec nos camarades !

Jura

Jeudi 1^{er} août : Lons-le-Saunier

Vendredi 2 août :

Louhans, Cuiseaux

Samedi 3 août : Louhans, Cuiseaux

Aquitaine

Jeudi 1^{er} août : Libourne

Vendredi 2 août : Langon

Samedi 3 août : Libourne

Côtes-d'Armor

Jeudi 1^{er} août : Lannion

Vendredi 2 août : Guingamp

Samedi 3 août : Saint-Brieuc

Aisne, Somme

Lundi 5 août : Tergniers

Mardi 6 août : Marie, Crécy-sur-Serre

Mercredi 7 août : Saint-Quentin, Guise

Jeudi 8 août : Soissons, Villers-Cotterêts

Vendredi 9 août : Chauny, Péronne

Samedi 10 août : Laon

Côte d'Opale

Lundi 5 août : Calais

Mardi 6 août : Saint-Omer

Mercredi 7 août : Boulogne-sur-Mer

Jeudi 8 août : Dunkerque

Vendredi 9 août : Saint-Omer,

Boulogne-sur-Mer

Samedi 10 août : Calais

